

Habitat, aménagement et changement climatique dans les espaces à risques en milieu urbain camerounais : cas de la ville de Douala

Par

Dr Yomb Jacques

Département de sociologie

Faculté des Lettres et Sciences Humaines

Université de Douala

Email : precojam94@yahoo.fr

Résumé

Dans un contexte marqué par une urbanisation pas toujours maîtrisée dans les villes camerounaises en général et dans la ville de Douala en particulier, l'installation des populations par ci et par là se fait de plus en plus sans aucune planification des autorités compétentes. Bien que certains espaces soient considérés comme étant à risques, ils demeurent toutefois des zones disputées par certaines catégories des acteurs locaux. Face à une crise notoire de l'immobilier et des plans d'aménagement presque absents dans certains quartiers, il ne se passe une saison pluvieuse à Douala sans conséquences négatives majeures. L'objectif majeur cette recherche est donc d'analyser la gestion des inondations dans la ville de Douala par les acteurs en présence d'une part et les stratégies d'aménagement mises sur pied par ces derniers d'autre part. Pour mener à bien cette recherche, les interrogations suivantes ont meublé notre problématique : Comment la gestion des inondations peut-elle être durable dans la ville de Douala lorsque l'installation des populations dans les zones à risque reste incontrôlée ? Comment les personnes vivant dans les quartiers peuplés et à risques peuvent-elles gérer durablement les inondations dans une situation d'incommunication, de pauvreté et de vulnérabilité socioéconomique ? Comment le lien social dans la gestion des inondations à Douala peut-il être participatif dans un contexte de crise et de conflit entre les populations locales et les pouvoirs publics ? Bref comment gérer durablement le changement climatique dans les zones à risque en l'absence d'un véritable politique d'aménagement de ces espaces ? Le cadre théorique est inscrit dans la théorie du lien social, de l'interactionnisme et de l'ethnométhodologie de terrain. La perspective ethnométhodologique et interactionniste se focalisent sur l'action pratique, en valorisant les interactions ordinaires et les méthodes de raisonnements pratiques. Elle s'attèle à analyser empiriquement les savoirs et les savoir-faire que les acteurs impliqués dans la gestion des inondations mettent en œuvre pour réaliser ce qu'ils ont à faire dans leur vie quotidienne. Dans cette optique, la tâche fondamentale de l'ethnométhodologie c'est alors « la mise à jour du travail d'institution, de production de la chose sociale. » Ainsi, dans cette « sociologie des quotidiennetés » (Ferréol et alii, 1995), le chercheur doit pouvoir descendre jusqu'à la micro-société, aux individus qui doivent être saisis dans le face-à-face quotidien entre eux ou dans l'échange épistolaire de ceux-ci avec les enquêteurs (Goffman, 1977) et les autres acteurs. L'étude s'efforce d'élucider comment les interactions entre les acteurs locaux et les pouvoirs publics participent à la construction du lien social. Ainsi, certaines formes sociales passées sont reproduites, appropriées, déplacées et transformées alors que d'autres sont inventées, dans les pratiques et les interactions sociales. Dans cette perspective constructiviste, les réalités sociales sont appréhendées comme des constructions historiques et quotidiennes des acteurs individuels et collectifs. Ces constructions sont manifestement ici indéterminées et sont à la fois des produits (plus ou moins durables ou temporaires) des élaborations antérieures et des processus en cours de restructuration. Elle néglige les effets de structures et de détermination pour se concentrer sur les acteurs et leurs constructions diverses (mentales et quotidiennes). De la sorte, les interactions entre les habitants des zones d'inondations et les agents d'aménagement sont perçus comme un construit qui oscille entre la coopération et le conflit, socialement et historiquement situés. Ils sont appréhendés dans une double dimension diachronique et synchronique. La première dimension valorise l'historicité et s'évertue à montrer comment les

habitants des zones d'inondations ont évolué et se sont adaptés dans le temps et dans l'espace, pour prétendre être aujourd'hui dans une approche des adaptabilités socioéconomiques. L'autre dimension transversale se focalise sur les perceptions et représentations sociales que se font les habitants de ces zones. **La méthode** est essentiellement qualitative. Les données ont été collectées auprès des acteurs en présence dans la gestion des zones d'inondations à Douala. Le choix des différentes « zones difficiles » a été motivé par la récurrence des inondations dans celle-ci et les stratégies mises sur pied par les uns et les autres pour y faire face. Pour ce faire, un guide d'entretien a été construit ainsi que des « discussions de groupe » sur les thématiques épousant la problématique de la présente rencontre scientifique (la gestion des inondations). Notre échantillon est constitué d'une cinquantaine d'entretien (individuel et collectif). La logique de recherche est essentiellement inductive ; nous partons des situations singulières (quartiers étudiés) pour tirer des conclusions générales. Autrement dit, notre recherche est axée sur l'ethnographie de terrain parce qu'elle permet de « *mettre en évidence la dynamique de formes d'action hétérogènes* » (Dodier et Baszanger, 1997). Dans un contexte marqué par une influence majeure des dynamiques exogènes sur les réalités locales (modes de vie dans les zones d'inondations), les relations entre les acteurs locaux et les pouvoirs publics sont dynamiques ; La ville se présentant comme un espace de sécurité, il ya une forte mobilité vers cet espace social et la conséquence étant que, même l'Etat a de la peine à sanctionner. **Les résultats** montrent que : a) les relations entre les pouvoirs publics et les victimes des inondations sont dynamiques (coopératives et conflictuelles) ; b) L'incapacité des pouvoirs publics à apporter satisfaction à la demande locale sur l'immobilier pousse certaines personnes vers les zones à risques, les zones d'inondation ; c) les zones d'inondations restent des espaces disputés en l'absence d'une présence permanente des pouvoirs publics ; d) La terre reste une source de rente, recherchée par des acquéreurs malgré les risques encourus ; e) les acteurs urbains des zones d'inondations développent des conduites particulières en fonction des saisons climatiques ; f) dans les zones d'inondations les habitats ne sont jamais définitifs, mais sont de plus en plus perchées ; g) les niveaux d'inondations influencent la hauteur des maison, qui sont construites sur les pilotis ; h) les pouvoirs publics développent des politiques passives à l'égard des habitants des zones à risques ; i) Les habitants des zones d'inondations sont en général des personnes vivant dans la vulnérabilité socioéconomique ; j) les inondations renforcent le lien social entre les acteurs locaux ; k) Même lorsque les maisons construites dans les zones d'inondations sont relativement détruites, de nouvelles autres sont construites quelques jours plus tard ; l) L'absence d'une véritable politique d'aménagement urbain accentue les inondations dans les quartiers difficiles de la ville de Douala ; m) Les tracasseries administratives et la cherté observée sur le foncier amènent les uns et les autres à s'installer dans les zones à risque.

Mots clés : Lien social- socioéconomie- zones à risques- Douala- inondation- changement climatique